



## Perspectives commerciales de l'ACCA

*L'ACCA est le porte-parole des exportateurs de produits agricoles et agroalimentaires du Canada*

### L'ACCA se joint à la mission du ministre de la Diversification du commerce international

Le président de l'ACCA, Brian Innes, s'est joint au ministre de la Diversification du commerce international, Jim Carr, pour sa mission de diversification du commerce au Japon et en Corée du Sud. La mission a fait la promotion des produits agroalimentaires canadiens, et a coïncidé avec la réunion ministérielle du G20 à Tsukuba (Japon), au cours de laquelle des discussions sur la réforme de l'OMC ont également eu lieu.



(G à D) Brian Innes (CAFTA), Charlene Bradley (Canola Council of Canada), Andre Harpe (Alberta Canola Producers Commission), Cam Dahl (Cereals Canada), Minister Jim Carr, Barry Senft (Soy Canada), Rick White (Canadian Canola Growers Association), Allison Ammeter (Pulse Canada)

Dans une déclaration à l'issue de la visite, le président de l'ACCA,

Brian Innes, a déclaré: "Les opportunités sont immenses. J'ai constaté de visu comment nos exportateurs tirent parti des avantages des accords commerciaux conclus au Japon et en Corée du Sud."

Depuis la mise en œuvre de l'Accord global et progressif de partenariat transpacifique, les exportations de produits agroalimentaires au Japon ont déjà augmenté de 12% par rapport à la même période l'an dernier. Depuis l'entrée en vigueur en 2015 de l'accord de libre-échange entre le Canada et la Corée du Sud, les exportations de produits agroalimentaires ont augmenté de plus de 20%. Brian Innes a ajouté: «Nous sommes également ravis que le Canada continue de jouer un rôle de premier plan dans les discussions de réformes de l'OMC qui se sont poursuivies cette semaine en marge des réunions du G20. Nous soutenons pleinement les efforts visant à maintenir le système commercial mondial équitable, prévisible et fondé sur des règles. "

- Lisez ici la [déclaration](#) de l'ACCA sur la mission de diversification commerciale du ministre Carr.



- **Les États-Unis lèvent les tarifs sur l'acier et l'aluminium imposés au Canada**

Le 17 mai 2019, les États-Unis ont annoncé la levée des tarifs appliqués aux importations canadiennes d'acier et d'aluminium. Le Canada a ensuite annoncé qu'il allait à son tour éliminer tous les droits imposés à titre de mesures de rétorsion contre les tarifs américains. De plus, les États-Unis et le Canada ont convenu de mettre fin à toutes les procédures qui les opposent auprès de l'Organisation mondiale du commerce concernant les mesures liées à l'application de l'article 232. Dans une [déclaration](#), le président de l'ACCA, Brian Innes, a félicité les deux parties pour ce « développement positif » en signalant qu'il s'agissait d'une bonne nouvelle pour le libre-échange en Amérique du Nord. L'élimination de ces tarifs, qui représentaient un irritant évident aux relations bilatérales entre les deux pays, ouvre la voie à la ratification de l'ACEUM.

- **Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM)**

Le 29 mai, le premier ministre Justin Trudeau a déposé le [projet de Loi C-100 « Loi portant mise en œuvre de l'Accord entre le Canada, les États-Unis d'Amérique et les États-Unis du Mexique »](#) qui a pour objet la mise en œuvre de l'ACEUM. Dans son discours d'introduction au projet de Loi, le premier ministre Trudeau a déclaré qu'en raison [du commerce entre les membres de l'ALENA évalué à près de 1,5 trillion de dollars en 2018, on ne saurait trop insister à quel point il est crucial de maintenir un commerce libre et équitable entre les trois pays](#). Le nouvel accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> jour du troisième mois de la date à laquelle les trois pays auront avisé les autres qu'ils ont ratifié l'accord. Jusqu'à ce que le nouvel accord ait officiellement force de loi, c'est l'ALENA actuel qui demeure en vigueur.

### La voie vers la ratification

Au Canada, maintenant que le projet de Loi C-100 a été déposé pour la mise en œuvre de l'ACEUM, la Loi doit passer par diverses étapes à la Chambre des communes et au Sénat, soit en première et deuxième lectures, examen en comité, puis troisième lecture. Une fois que le projet aura passé l'étape des deux Chambres, il devra recevoir la sanction royale pour acquérir le statut de Loi ainsi que d'autres étapes plus secondaires pour que le traité soit officiellement ratifié. Comme le Parlement entre dans ses dernières semaines d'activité avant l'ajournement d'été, il se peut que la Chambre des communes et le Sénat soient rappelés pour adopter la Loi avant la 43<sup>e</sup> élection générale fédérale.

Aux États-Unis, c'est la *Trade Promotion Authority* (TPA) qui coordonne le processus de ratification et établit certains prérequis à l'approbation d'un accord commercial. Au moins 30 jours avant l'introduction de la Loi de mise en vigueur, l'administration américaine doit transmettre au Congrès le texte juridique définitif de l'accord. Un vote a alors lieu au sein de la Chambre des représentants après 45 jours d'audiences tenues par la Commission des voies et moyens de la Chambre. Tous les votes visent une adoption ou un rejet tel quel (oui ou non) et si le projet est adopté par une simple majorité, il est référé au Comité des finances du Sénat pour examen. Le



**CAFTA ACCA**

Canadian Agri-Food  
Trade Alliance

Alliance canadienne  
du commerce  
agroalimentaire

Sénat dispose ensuite de 15 jours pour voter sur le projet de Loi, et une majorité est requise pour qu'il soit adopté. Il s'agit de la durée maximale permise par la TPA, mais le processus peut prendre moins de temps. Bien que chaque Chambre puisse conduire simultanément des audiences analogues, le projet de Loi doit être officiellement transmis au Sénat par la Chambre avant d'y être soumis au vote.

Au Mexique, seul le Sénat est tenu de voter sur l'Accord, étant donné que les traités internationaux sont sous sa responsabilité. Si le Sénat approuve l'accord avec une simple majorité, ce dernier accède au statut de décret une fois signé par le président mexicain.

### **L'ACEUM est un accord valable pour les exportateurs de produits agroalimentaires canadiens**

Après un examen attentif, l'ACCA a appuyé l'ACEUM et a publiquement préconisé sa ratification rapide. Le maintien d'un accès en franchise de droits au marché nord-américain est crucial pour l'industrie agroalimentaire canadienne, laquelle est dépendante des exportations. Nous nous réjouissons que l'accord ne contienne aucun nouveau tarif ni de mesures restrictives et que tous les produits agricoles qui étaient exempts de tarifs sous l'ALENA le demeurent sous l'ACEUM.

Le maintien des dispositions relatives au règlement des différends constitue un autre avantage majeur de l'accord, ces dernières permettant une résolution équitable des différends susceptibles de survenir. Le maintien de la totalité du chapitre 19 et d'une grande partie du chapitre 20 du précédent ALENA constitue un gain majeur pour le Canada. Il est également prévu d'améliorer les processus qui contribueront à l'élimination des barrières techniques qui demeurent.

- Lire [ici](#) la déclaration de l'ACCA sur l'ACEUM.

Le 29 mai, l'ACCA s'est jointe au Conseil canadien des affaires, à la Chambre de commerce du Canada, à la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et à Manufacturiers et Exportateurs du Canada pour exprimer son soutien à la ratification de l'ACEUM. Dans une lettre commune, les organisations signataires ont affirmé que la mise en œuvre de l'ACEUM allait générer d'importants bénéfices additionnels pour l'économie canadienne, en stimulant de nouveaux investissements et en facilitant la création de nouveaux emplois de haut niveau.

- Lire [ici](#) la déclaration commune.

### **Rencontres sur la réforme de l'OMC**

Le groupe sur le projet de réforme de l'OMC, aussi appelé le groupe d'Ottawa, a été formé par l'ancien ministre du Commerce international, François-Phillipe Champagne. En plus du secrétariat de l'OMC, le groupe d'Ottawa comprend l'Australie, le Brésil, le Chili, l'Union européenne, le Japon, le Kenya, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, Singapour, la Corée du Sud et la Suisse. Le groupe a été créé par des pays partageant des vues similaires, et qui se disent préoccupés par la montée du protectionnisme et par les antagonismes croissants par rapport au multilatéralisme et au commerce axé sur des règles.



**CAFTA ACCA**

Canadian Agri-Food Trade Alliance | Alliance canadienne du commerce agroalimentaire

Ainsi, le blocage des nominations des juges de l'Organe d'appel a gravement restreint la capacité de l'OMC à résoudre les différends. Le groupe tente donc de trouver des moyens d'améliorer l'efficacité et l'efficience de l'Organisation à court, moyen et long termes.

Le ministre Jim Carr a parrainé la troisième et la plus récente réunion du groupe d'Ottawa sur la réforme de l'OMC dans le cadre de la rencontre du conseil ministériel de l'Organisation de coopération et de développement économiques, qui a eu lieu à Paris, en France. Les discussions ont porté sur trois volets, soit le système de règlement des différends, les fonctions de négociation ainsi que la transparence et les avis. Un examen de l'état d'avancement des travaux du groupe sur la réforme était aussi à l'ordre du jour de la rencontre.

En plus de se pencher sur les améliorations globales à apporter aux fonctions et aux activités de l'OMC, le groupe d'Ottawa a établi quatre dossiers qui mériteraient des améliorations et des réformes. Le Brésil coordonne les travaux du comité sur les mesures sanitaires et phytosanitaires; Singapour dirige le comité chargé de l'examen des barrières techniques au commerce; la Suisse dirige le comité sur l'examen des règles d'origine et l'Australie dirige le comité sur l'examen des échanges de services.

### **Organe d'appel de l'OMC**

Actuellement, l'Organe d'appel de l'OMC ne compte que trois membres alors qu'on en prévoit sept; en effet, les États-Unis ont bloqué les sièges vacants qui ne peuvent être comblés. Il s'agit du nombre minimum de membres requis pour examiner un cas et avec les mandats de deux autres juges qui se terminent le 10 décembre 2019, un remplacement ou une nomination vont s'imposer pour que l'Organe d'appel puisse être fonctionnel. L'incapacité de l'OMC à résoudre les conflits commerciaux entre les États membres risque de mener à une hausse des différends bilatéraux puisque les États individuels pourraient tenter de résoudre eux-mêmes les conflits par l'adoption de mesures de représailles.

Dans un communiqué qui a suivi la réunion du groupe d'Ottawa, le président de l'ACCA, Brian Innes a déclaré : « Au nom de nos membres, nous sommes heureux de voir le ministre Carr diriger des discussions importantes sur le maintien et la modernisation de notre système commercial multilatéral. Il est essentiel pour le secteur agroalimentaire canadien de maintenir un commerce fondé sur des règles. »

L'OMC demeure le meilleur forum pour faciliter la création d'un système commercial équitable pour tous. L'ACCA soutient la réforme du système de règlement des différends afin d'assurer qu'il demeure pleinement fonctionnel. L'ACCA soutient également la restructuration de la gouvernance globale de l'OMC ainsi que la revitalisation du processus de négociations multilatérales.

- Lire [ici](#) la déclaration complète soulignant l'appui aux réformes de l'OMC et à la prévisibilité du commerce.

## Rayonnement de l'ACCA



**CAFTA ACCA**

Canadian Agri-Food  
Trade Alliance

Alliance canadienne  
du commerce  
agroalimentaire

Les administrateurs de l'ACCA se sont rencontrés récemment à Ottawa pour examiner les priorités et les enjeux associés à la 43<sup>e</sup> élection générale fédérale, prévue au plus tard le 21 octobre. Le conseil d'administration a parallèlement rencontré **la ministre d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, Marie-Claude Bibeau**, afin de discuter de l'agenda en matière de diversification du commerce, des démarches pour régler la question des barrières non tarifaires auprès des principaux marchés où ces barrières persistent malgré l'existence d'accords de libre-échange, ainsi que d'autres sujets d'intérêt commun.

La directrice générale de l'ACCA, Claire Citeau, a participé et présenté un exposé au Symposium APEX sur la diversification du commerce en Asie avec Jonathan Fried, sherpa du G20 pour le Canada, Don Stephenson, ancien ambassadeur et négociateur en chef des pourparlers entre le Canada et l'Inde ainsi que Mark Agnew de la Chambre de commerce du Canada. Les discussions portaient sur la nécessité de prioriser les initiatives en matière de commerce, l'importance de continuer à approfondir l'empreinte du Canada auprès des marchés asiatiques, la croissance de la plate-forme du PTPGP, la question des barrières non tarifaires dans les accords de libre-échange (ALE) et l'utilisation de nos ALE pour générer des profits économiques dans notre pays.

## Autres nouvelles

### Possible accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et la Nouvelle-Zélande

Selon certains médias, les pourparlers de libre-échange entre l'UE et la Nouvelle-Zélande progressent. Les négociations ont commencé en juin dernier et l'objectif est de les conclure avant la fin de 2019.

### Accord de libre-échange entre le Canada et Israël

L'Accord modernisé de libre-échange entre le Canada et Israël (ALECI) a reçu la sanction royale le 27 mai. Le nouvel ALECI comporte des améliorations par rapport à l'accord précédent en raison d'une réduction des tarifs, et par l'ajout de nouveaux chapitres concernant les barrières non tarifaires, la facilitation du commerce, les mesures sanitaires et phytosanitaires, etc.

## Pour en savoir davantage

[L'ACCA et d'autres associations d'affaires exhortent le gouvernement à ratifier le nouvel ALENA](#)

[Le Canada s'alignera sur la position américaine pour ratifier l'ACEUM](#)

[Le Conseil des viandes du Canada reçoit plus d'un million de dollars pour répondre à la croissance de la demande](#)

[Les exportations canadiennes de porc vers le Japon profitent du retrait des États-Unis du PTPGP](#)

[Les agriculteurs peuvent s'attendre à une augmentation de soutien financier sous peu](#)

[Croissance des exportations de produits alimentaires : un bon créneau pour le Canada](#)

[Fonctionnement des tarifs et la raison de leur importance pour le Canada : Don Pittis](#)

[Le nouvel ALENA sera ratifié quand les États-Unis seront prêts](#)

Pour nous joindre : [www.cafta.org](http://www.cafta.org) ou [info@cafta.org](mailto:info@cafta.org)

Suivez-nous : [@CAFTA ACCA](https://twitter.com/CAFTA_ACCA) 